

● (1140)

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LA POSITION CANADIENNE—LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount):** Monsieur le Président, avec tout le respect dû au secrétaire d'État, je suis persuadé que vous aimeriez savoir comme nous ce qui s'est vraiment passé à la rencontre à laquelle le secrétaire d'État n'était pas présent. Permettez-moi de demander au premier ministre, après le triomphe qu'il voit dans le fait d'avoir convaincu le président Reagan que les pluies acides constituent un problème, s'il a essayé de convaincre le président que la politique nicaraguayenne était également un problème, et s'il a dit au président que le Canada était fermement opposé à toute aide militaire aux contras. Je sais que le secrétaire d'État n'y était pas, c'est pourquoi j'aimerais entendre la réponse du premier ministre.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je n'ai jamais dit que les résultats des entretiens sur les pluies acides étaient un triomphe. C'est un triomphe uniquement par comparaison avec les cinq ans d'inaction des libéraux. Voilà la différence.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Ce que nous avons dit, c'est qu'il s'est réalisé de très sérieux et de très notables progrès et qu'ils vont . . .

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** Simplement un pas de géant.

**M. Mulroney:** Nos amis libéraux sont mortifiés de leur performance à eux, et ils ont raison, et je sais . . .

**M. Broadbent:** Très juste!

**M. Mulroney:** Le chef du NPD est d'accord. Cela n'arrive pas tous les jours.

**M. Broadbent:** C'est mon anniversaire.

**M. Mulroney:** Voilà que c'est son anniversaire.

Ce sont là de solides et constants progrès. C'est un problème qui s'est établi pendant des décennies et il ne va pas être réglé du jour au lendemain, mais nous avons maintenant un mécanisme qui va s'en occuper . . .

**M. Johnston:** La question porte sur le Nicaragua.

**M. Mulroney:** Il aimerait m'entendre parler du Nicaragua.

**M. Johnston:** C'est là-dessus que la question portait.

**M. Mulroney:** La réponse, c'est que j'ai évidemment fait état de la position du Canada au sujet du Nicaragua au président et au secrétaire d'État Shultz et à d'autres à Washington.

### Questions orales

### LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

LA FRONTIÈRE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures. On rapporte dans le *Maclean's* de cette semaine que le ministre a passé une entente secrète avec George Shultz au sujet de la traversée de l'Arctique canadien par le *Polar Sea* et qu'à Washington, il a approuvé les conditions de ce voyage trois mois à l'avance. Comme il n'a peut-être pas dit toutes la vérité aux Canadiens au sujet de l'incident du *Polar Sea*, pourquoi les habitants de la Colombie-Britannique auraient-ils des raisons de croire que le gouvernement n'a pas déjà conclu un marché au sujet de la ligne AB, de la mer de Beaufort et du détroit de Juan de Fuca, dans l'intérêt des États-Unis?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je remercie le député de poser cette question car elle me permet de déclarer publiquement que la nouvelle parue dans la revue *Maclean's* est entièrement fausse. Quant aux préoccupations des Nishkas, j'ai eu l'occasion l'autre jour, comme le député le sait, de m'entretenir avec leurs représentants qui s'inquiètent au sujet de leurs droits traditionnels au large des côtes de la Colombie-Britannique. Cette conversation m'a paru très utile et je pense qu'elle les a rassurés.

### L'OBJET DES DISCUSSIONS

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, l'article de *Maclean's* n'est pas un éditorial. On y cite des hauts fonctionnaires canadiens. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement de la Colombie-Britannique et lui-même discutent du déplacement des frontières entre la côte ouest du Canada et celle des États-Unis, comme la ligne AB. L'expression «le mieux est l'ennemi du bien» ne s'applique-t-elle pas aux frontières souveraines du Canada?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, il est souvent difficile de savoir si les opinions avancées dans la revue *Maclean's* sont fictives ou réelles. Quoi qu'il en soit, celle-ci est fausse.

Quant à savoir pourquoi nous discutons avec le gouvernement de la Colombie-Britannique de l'utilité pour nous d'entamer des négociations avec les États-Unis en vue de tirer au clair une situation litigieuse, c'est précisément parce qu'il vaut toujours mieux que les choses soient bien claires. J'ai précisé à plusieurs reprises que si ces négociations ne servent pas nos intérêts, nous n'y participerons pas. Si, une fois les négociations entamées, il n'est pas dans notre intérêt de conclure une entente, nous n'en concluons pas.